



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent notamment de la nouvelle organisation des pôles. Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, réajustés ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### 1. Créations de postes permanents à temps complet : 11 postes dont 5 issus des mouvements de mutualisation

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les 11 postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe :

- **5 postes issus du transfert de postes de la Ville dans le cadre de la réorganisation de la Direction générale des services ;**
- **6 postes en création qui découlent de l'ajustement des organisations et des moyens alloués aux Pôles :**
  - Pôle attractivité, développement économique et emploi : 2 postes ;
  - Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen : 3 postes ;
  - Pôle culture et patrimoine : 1 poste.

### 2. Réajustements de poste pour mise en conformité grade/emploi : 44 postes permanents

Les 44 emplois permanents à temps complet pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

### 3. Transformations de postes : 1 poste permanent

Un poste permanent connaît une évolution substantielle, il est mentionné dans l'**annexe 3** ci-jointe.

### 4. Ouvertures de postes aux agents non titulaires : 36 postes permanents

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Conformément à l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté. Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans **l'annexe 4** ci-jointe.

### **5. Création de poste non permanent (contrat de projet).**

Il est proposé de créer un poste non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein du Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de conduire et de coordonner la réalisation d'une manifestation d'envergure nationale que sont les assises nationales de l'agroécologie. L'agent devra justifier d'un diplôme en développement durable, en matière de protection de l'environnement. L'agent assurera à temps complet les fonctions de **Coordonnateur des assises nationales de l'agroécologie**.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Son niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 création.pdf
- Annexe 2 MEC.pdf
- Annexe 3 transformation.pdf
- Annexe 4 confirmation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.